

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 192

16 février 2007

SOMMAIRE

Abts & Associés S.à r.l.	9202	Partners Group Prime Yield, S.à r.l.	9183
Abts & Associés S.à r.l.	9202	PET Packaging S.à r.l.	9178
Arcelor	9206	Progress Management and Communica- tion Luxembourg	9214
Asah S.A.	9205	Rétromobile S.A.	9214
Astra Broadband Services S.A.	9203	SES ASTRAnet S.A.	9203
Center Stage Soparfi S.A.	9213	St. George's International School, Luxem- bourg ASBL	9215
CEREP Imprimerie S.à r.l.	9200	Syndicat d'intérêts locaux Luxembourg- Neudorf A.s.b.l.	9170
Colony Sardegna S.à r.l.	9173	Travelport (Luxembourg) S.à r.l.	9175
Dall Fortuna S.A.	9216	UNM Investments No II S.à r.l.	9172
Dutch Immo Lux S.A.	9205	Vamas S.à r.l.	9200
ECM Real Estate Investments A.G.	9206	Varios Holding S.A.	9215
Ennis S.à r.l.	9207	Varios Holding S.A.	9215
Five S.A.	9182	VSF S.à r.l.	9216
Garibaldi PE S.à r.l.	9173	Wikio Luxembourg	9195
Groupe FNP S.A.	9216	wunderLOOP S.A.	9184
La Compagnie Financière Ceres Holdings S.A.	9215		
Nafyzin S.A.	9214		
Partners Group Prime Yield, S.à r.l.	9180		

Syndicat d'intérêts locaux Luxembourg-Neudorf A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2222 Luxembourg, 254, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg F 6.863.

—
STATUTS**Dénominations, Objet, Siège****Art. 1^{er}.** L'association est dénommée: SYNDICAT D'INTERETS LOCAUX LUXEMBOURG-NEUDORF A.S.B.L.**Art. 2.** L'association a pour objet:

a) de sauvegarder et de promouvoir les intérêts locaux des habitants de la rue de Neudorf, de la rue du Grunewald, de la rue du Kiem, de la rue des Labours, de la rue des Carrières, de la rue de Kalchesbruck, du Ale Wé, des rues du quartier du Grunewald et des extensions futures,

b) d'améliorer la qualité de vie dans le quartier et de soutenir toute initiative allant dans le même sens,

c) d'adhérer à l'Union des Syndicats d'Intérêts Locaux de la Ville de Luxembourg, ainsi qu'à l'Entente des Sociétés de Neudorf.

Elle se propose de réaliser ses objectifs dans la plus stricte neutralité politique et religieuse.

Art. 3. Elle a son siège à Luxembourg-Neudorf.**Art. 4.** L'année sociale est celle de l'année calendrier.**Des membres associés****Art. 5.** L'association se compose de

a) membres actifs

b) membres donateurs

c) membres d'honneur

Chaque adhésion devra être agréée par le conseil d'administration qui statuera à la majorité des membres présents.

En cas de non-admission, le conseil ne sera tenu d'aucune façon de faire connaître le motif de sa décision.

Art. 6. Chaque associé s'engage à verser à l'association la cotisation annuelle dont le montant est défini au sein du conseil d'administration. Cette cotisation sera soumise à l'assemblée générale ordinaire qui statuera par simple vote. La cotisation ne saura pas dépasser le montant de quinze euros.**Art. 7.** La qualité de membre se perd

a) par démission de l'associé à adresser par écrit au conseil

b) en cas de non-paiement de la cotisation dont l'échéance est fixée au 31 décembre

c) par exclusion, sur décision du conseil d'administration, en cas de contravention avec les statuts ou en cas de lésion des intérêts de l'association.

L'exclusion devra être ratifiée par l'assemblée générale.

Assemblée générale**Art. 8.** L'assemblée générale se compose de tous les membres de l'association. Chaque membre présent à l'assemblée a une voix. Les décisions de l'assemblée générale régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour ceux qui n'y ont pas pris part.**Art. 9.** Il sera loisible aux associés de se faire représenter à l'assemblée générale par un autre associé en lui donnant mandat par écrit. Pareil mandat n'est valable que pour une seule assemblée générale. Un associé ne pourra représenter qu'un seul associé absent.**Art. 10.** Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

la modification des statuts

la nomination et la révocation des membres du conseil d'administration

l'approbation des budgets et des comptes

la dissolution de l'association

Art. 11. L'assemblée générale a la faculté de faire vérifier préalablement le décompte annuel par trois réviseurs de caisse. Ces réviseurs seront désignés par l'assemblée générale pour une période d'une année.**Art. 12.** L'assemblée générale ordinaire se réunit à Luxembourg-Neudorf chaque année au cours du premier semestre. Son ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y sera porté que ses propositions et celles qui lui auraient

été communiquées trois semaines au moins à l'avance, signées d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle.

Art. 13. Une assemblée générale extraordinaire se réunit chaque fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité ou qu'un cinquième des associés en fait la demande par écrit au président du conseil. Dans cette demande l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire devra être spécifiée.

Art. 14. Les dates, heures, et lieu exacts de toute assemblée seront fixés par le conseil d'administration et portés à la connaissance des associés par convocation écrite comprenant l'ordre du jour au moins trois semaines avant la date fixée.

Art. 15. Les assemblées générales délibèrent valablement, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Art. 16. Aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Art. 17. Les décisions sont prises à la majorité des voix, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi. Les décisions des assemblées générales sont portées à la connaissance des membres par affichage.

De l'Administration

Art. 18. L'administration de l'association est confiée à un conseil de quinze membres au maximum élus par l'assemblée générale ordinaire pour un terme de trois ans. L'élection du conseil se fait par un seul scrutin et à la majorité des voix.

Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le conseil d'administration se renouvelle chaque année pour un tiers.

Art. 19. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier.

Art. 20. En cas de vacance d'un siège avant l'expiration d'un terme le conseil peut s'adjoindre provisoirement, un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace. La première assemblée générale statue définitivement.

Art. 21. Le conseil d'administration représente l'association au dehors dans ses relations avec les particuliers, les organismes et les pouvoirs publics.

Art. 22. Deux signatures conjointes du président, un vice-président, secrétaire ou trésorier engagent valablement l'association. Les opérations de trésorerie, tant en recettes qu'en dépenses peuvent se faire sous la seule signature du trésorier.

Art. 23. Le président ou le cas échéant un des vice-présidents convoque le conseil chaque fois que les intérêts l'exigent. Il y est obligé sur la réquisition de trois de ses membres. Le conseil d'administration ne peut délibérer et décider valablement que si la majorité de ses membres sont présents. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix; en cas de parité des voix celle du Président est prépondérante. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux.

Art. 24. Les fonctions des membres du conseil sont purement honorifiques.

Dissolution, Liquidation

Art. 25. L'association se dissout si elle compte moins de trois associés ou si une assemblée extraordinaire le décide à la majorité prévue par la loi.

Art. 26. L'assemblée générale qui prononce la dissolution décide également de l'affectation de l'actif restant qui doit trouver une destination conforme aux buts de l'association, ou bien sera dévolu à une oeuvre de bienfaisance.

M. Liesch.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2006, réf. LSO-BX00537. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

Liste de membres

Familiennome	Vorname	Strasse	PLZ	Ort
Gaffinet	Erwin	6, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Grosber	Guy	10, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Philippe	Bernard	12, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Steffen	Georges	13, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Keff	Gilbert	14a, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Prange-Bremer	Nelly	20a, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Lelong	Pierre	24, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Stefanutti-Schmidt	Emilio	32, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Dell	Jos	34, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Liesch	Marc	75, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Messner	Maximilian	89, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg
Welter	Nic	91, rue des Carrières	L-1316	Luxembourg

Barthel	Henri	21, rue du Grunewald	L-1647	Luxembourg
Lauth	Jean-Marie	60, rue du Grunewald	L-1647	Luxembourg
Frieden	Nic	66, rue du Grunewald	L-1647	Luxembourg
Simon	Carlo	5, rue Mathias Hertert	L-1729	Luxembourg
Kohl	Jos	39, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Decker	Nic	40, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Kohl	Mariette	45, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Treffkorn	Suzette	51, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Berchem	John	54, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Clement	Etienne	61, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Forgiarini	Suzette	65, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Schlimpen	Pierre	69, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Labastille	Mariette	79, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Kerg	Jean	87, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Lamboray	Marcel	91, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Lamboray	Robert	91, rue du Kiem	L-1857	Luxembourg
Hansen	Roger	14, rue des Labours	L-1912	Luxembourg
Arrensdorff	Jean-Marie	16, rue des Labours	L-1912	Luxembourg
Schaack	Jean-Pierre	6, rue des Labours	L-1912	Luxembourg
Angel	Marc	3, rue Marie-Adelaide	L-2128	Luxembourg
Kohl	Ketty	401, rue de Neudorf	L-2220	Luxembourg
Jander	Roger	425, rue de Neudorf	L-2220	Luxembourg
Kirsch-Neises	Sanny	431, rue de Neudorf	L-2220	Luxembourg
Kalmes	Roger	435, rue de Neudorf	L-2220	Luxembourg
Thill	Jean-Jacques	653, rue de Neudorf	L-2220	Luxembourg
Bechthold	Jean	655, rue de Neudorf	L-2220	Luxembourg
Schmit	Jean	109, rue de Neudorf	L-2221	Luxembourg
Konsbruck	Jos	165, rue de Neudorf	L-2221	Luxembourg
Zeutzius	Paul	179, rue de Neudorf	L-2221	Luxembourg
Horper	Jean-Pierre	185, rue de Neudorf	L-2221	Luxembourg
Zellweger	Henri	219, rue de Neudorf	L-2221	Luxembourg
Kutten	Norbert	375, rue de Neudorf	L-2221	Luxembourg
Soares-Zielke	Doris	96, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Kummer	Nico	264, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Loschetter	Jos	340, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Hommel	Fernand	374, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Basch	Romain	382, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Becker	Juliette	412, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Venturini	Robert	464, rue de Neudorf	L-2222	Luxembourg
Hermes	Jean-Marie	171, r des Pommiers	L-2343	Luxembourg

Référence de publication: 2007004478/723/143.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2006, réf. LSO-BX00544. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

UNM Investments No II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 68.626.

Le bilan au 31 décembre 2005, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2006.

Pour la Société
Signature

Référence de publication: 2007001916/3380/13.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2006, réf. LSO-BW08222. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060133528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2006.

Colony Sardegna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.482.100,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 1, rue du Saint Esprit.
R.C.S. Luxembourg B 94.362.

Le Bilan social au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

V. Réveilliez

Responsable Juridique

Référence de publication: 2007002743/4025/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2006, réf. LSO-BX02554. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060134930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2006.

Garibaldi PE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.572.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 104.787.

In the year two thousand and six, on the twenty-eighth of November,
Before us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

GARIBALDI S.C.S., a société en commandite simple incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered address at L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 104786, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 10 December 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 205 of 8 March 2005,

here represented by Mr. Bob Calmes, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 16 October 2006.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of GARIBALDI PE S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered address at L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 104787, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 10 December 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 196 of 4 March 2005. The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. Transfer of the registered address of the Company;
2. Subsequent modification of article 5 of the articles of association of the Company.

First resolution

The sole shareholder decides to transfer the registered address of the Company from 5, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach to 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Second resolution

Further the sole shareholder resolved to modify article 5 of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

«The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to these Articles. The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the board of managers, or in case of plurality of managers, by a resolution of the board of managers, in accordance with Article 12. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad»

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-huit novembre,

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence Luxembourg,

A comparu:

GARIBALDI S.C.S., une société en commandite simple, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 104786, constitué suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, le 10 décembre 2004, publiée dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 205 du 8 mars 2005,

ici représenté par Monsieur Bob Calmes, L.I.M., demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 16 octobre 2006.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est la seule associée de GARIBALDI PE S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 1404787, constituée suivant acte reçu par Jean-Joseph Schwachtgen, de résidence à Luxembourg, en date du 10 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 4 mars 2005 sous le numéro 196.

Laquelle comparante, représentant tout le capital social, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de l'agenda qui suit:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société de 5, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach à 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;

2. Modification conséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

Première résolution

L'actionnaire unique a décidé de transférer le siège social de la Société de 5, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach à 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;

Deuxième résolution

L'actionnaire unique a ensuite décidé de modifier l'article 5 des statuts de la société afin de lui donner le contenu suivant: «Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts. L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, conformément à l'article 12. La Société peut avoir des bureaux et succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. Calmes, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2006, vol. 30CS, fol. 53, case 2. — Reçu 12 euros.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2006.

A. Schwachtgen.

Référence de publication: 2007006899/230/91.

(060139546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Travelport (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.283.

In the year two thousand and six, on the twenty-fourth day of August.

Before us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

TRAVELPORT (BERMUDA) LIMITED, an exempted limited liability company incorporated under the laws of Bermuda, with registered office at c/o Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, HM 11, Bermuda,

here represented by Mr. Antoine Barat, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given on 23 August 2006, which proxy, after having been initialled ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder (the «Sole Shareholder») of TRAVELPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 14 July 2006, not yet published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 118283.

The appearing party representing the entire share capital then took the following resolutions:

First Resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) up to an amount of eight million nine hundred seventy-six thousand two hundred seventy-five Euro (EUR 8,976,275.-) through the issuance of three hundred fifty-eight thousand five hundred fifty-one (358,551) new shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

The new shares are subscribed by TRAVELPORT (BERMUDA) LIMITED, prequalified.

The shares subscribed have been paid up by the above-mentioned subscribers through a cash contribution of a total amount of eight million nine hundred sixty-three thousand seven hundred ninety-four Euro and fifty cents (EUR 8,963,794.50), and such cash contribution is as of now at the disposal of the Company, as it has been proved to the undersigned notary.

Eight million nine hundred sixty-three thousand seven hundred seventy-five Euro (EUR 8,963,775.-) of the total contribution in cash shall be allocated to the share capital of the Company and nineteen Euro and fifty cents (EUR 19.50) of such contribution in cash shall be allocated to the Company's share premium account.

The Sole Shareholder resolves to authorise Mr. Pierre Beissel, Ms. Yasmin Gabriel, or Ms. Nicole Schmidt-Troje, all lawyers and residing in Luxembourg, acting individually, to make the appropriate amendments in the shareholders' register of the Company in order to reflect the above-mentioned capital increase.

Second Resolution

As a consequence, the Sole Shareholder resolves that article 6 of the Company's articles of incorporation shall now read as follows:

« **Art. 6.** The Company's share capital is set at eight million nine hundred seventy-six thousand two hundred seventy-five Euro (EUR 8,976,275.-) represented by three hundred fifty-nine thousand fifty-one (359,051) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-).

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.»

Third Resolution

The Sole Shareholder resolves to include a new article 13 in the Company's articles of incorporation, which shall read as follows:

« **Art. 13.** In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company or at any other place in Luxembourg indicated in the convening notices.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.»

Fourth Resolution

The Sole Shareholder resolves to include a new article 14 in the Company's articles of incorporation, which shall read as follows:

« **Art. 14.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.»

All subsequent articles of the Company's articles of incorporation shall be renumbered accordingly.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendsechs, den vierundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Joseph Elvinger mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

TRAVELPORT (BERMUDA) LIMITED, eine exempted limited liability company gegründet nach dem Recht von Bermuda, mit eingetragenem Sitz in Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, HM 11, Bermuda,

hier vertreten durch Antoine Barat, maître en droit, wohnhaft zu Luxemburg, durch privatschriftliche Vollmacht, erteilt am 23. August 2006, welche nach Zeichnung ne varietur durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben registriert zu werden.

Solche erschienene Partei ist alleiniger Gesellschafter von TRAVELPORT (LUXEMBOURG), S.à r.l. (der «Alleinige Gesellschafter»), eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 4a, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxemburg, gegründet am 14. Juli 2006 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Joseph Elvinger, welche noch nicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B Nummer 118283.

Hiernach fasst der das gesamte Gesellschaftskapital vertretende Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt das Gesellschaftskapital von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) auf einen Betrag von acht Millionen neunhundertsechundsiebzigttausendzweihundertfünfsiebzig Euro (EUR 8.976.275,-) durch die Ausgabe von dreihundertachtundfünfzigtausendfünfhunderteinundfünfzig (358.551) neuen Gesellschaftsanteilen mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) zu erhöhen.

Die neuen Gesellschaftsanteile werden von TRAVELPORT (BERMUDA) LIMITED, vorbenannt, gezeichnet.

Die gezeichneten Gesellschaftsanteile sind von dem oben genannten Zeichner durch eine Bareinlage in Höhe von acht Millionen neunhundertdreißigtausendsiebenhundertvierundneunzig Euro und fünfzig Cent (EUR 8.963.794,50) be-

zahlt worden, und diese Bareinlage steht zum jetzigen Zeitpunkt der Gesellschaft zur Verfügung, wie es dem unterzeichnenden Notar bewiesen wurde.

Acht Millionen neunhundertdreiundsechzigtausendsiebenhundertfünfundsiebzig Euro (EUR 8.963.775,-) der gesamten Bareinlage wird dem Gesellschaftsvermögen zugeführt und neunzehn Euro und fünfzig Cent (EUR 19,50) werden dem Emissionsprämienkonto der Gesellschaft zugeführt.

Der Alleinige Gesellschafter beschließt Herrn Pierre Beissel, Frau Yasmin Gabriel und Frau Nicole Schmidt-Troje, alle Juristen mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg, zu ermächtigen, die erforderlichen Änderungen im Gesellschafterregister vorzunehmen, um die oben genannte Kapitalerhöhung widerzuspiegeln.

Zweiter Beschluss

Demzufolge beschließt der Alleinige Gesellschafter Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

« **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt acht Millionen neunhundertsechundsiebzigtausendzweihundertfünfundsiebzig Euro (EUR 8.976.275,-), aufgeteilt in dreihundertneunundfünfzigtausendeinundfünfzig (359.051) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil.

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.»

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt einen neuen Artikel 13 in die Gesellschaftsstatuten einzufügen, welcher wie folgt lauten soll:

« **Art. 13.** Im Falle von mehreren Geschäftsführern wählt der Geschäftsführerrat aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Geschäftsführerrates sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführerratsitzungen und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist der Geschäftsführerrat unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Der Geschäftsführerrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder einberufen. Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführerratsitzung. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführerratsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführerratsmitgliedes kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Geschäftsführerrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen. Ein Mitglied des Geschäftsführerrates kann mehrere andere Mitglieder des Geschäftsführerrates vertreten.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.»

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter beschließt einen neuen Artikel 14 in die Gesellschaftsstatuten einzufügen, welcher wie folgt lauten soll:

« **Art. 14.** Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.»

Alle nachfolgenden Artikel der Gesellschaftsstatuten werden entsprechend unnummeriert.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, welcher dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. Barat, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2006, vol. 155S, fol. 18, case 7. — Reçu 89.637,94 euros.

Le Receveur (gezeichnet): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. September 2006.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007003260/211/176.

(060135287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2006.

PET Packaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 119.812.

In the year two thousand and six, on the eleventh of December.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich.

There appeared:

ARGUS CAPITAL II (SUB-FUND) L.P., a limited partnership organised under the laws of Jersey, having its registered office in Kleinwort Benson House, Wests Centre, JE-JE4 8PQ St-Helier, registered with the Jersey Financial Services Commission under number LP 694, represented by M^e Marieke Kernet, lawyer, with professional address in Luxembourg, under a proxy given in Jersey, on December 7, 2006.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ARGUS CAPITAL II (SUB-FUND) L.P. is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of PET PACKAGING, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 119.812, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen on September 7, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2120 dated November 14, 2006 (the Company);

II. The Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

The appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to insert in article 12 of the articles of association of the Company a paragraph 12.4., which shall read as follows:

«12.4. Any vote, consent or other right to be exercised by ARGUS CAPITAL PARTNERS II (SUB-FUND) L.P. and/or ARGUS CAPITAL PARTNERS II B L.P. (the ARGUS PARTNERSHIP) under the present Articles shall at all times be exercised by ARGUS CAPITAL (GENERAL PARTNER II) LIMITED (ARGUS GP) acting on behalf of each of the ARGUS PARTNERSHIPS and in the best interest of investors holding the majority of the aggregate commitments to the ARGUS PARTNERSHIPS from time to time.

The obligations of the Company in relation to the exercise of any such votes, consents or other rights by the ARGUS PARTNERSHIPS shall be limited to providing each of ARGUS GP and the ARGUS PARTNERSHIPS with notice of such matters in accordance with the present Articles, provided that, the Company shall not be required to enquire further in relation to the exercise of such votes, consents or other rights by ARGUS GP on behalf of the ARGUS PARTNERSHIPS.»

Second resolution

The Sole Shareholder then resolves to increase the capital by an amount of one hundred thirty-two thousand five hundred euro (EUR 132,500.-) in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each to one hundred forty-five

thousand euro (EUR 145,000.-), by way of the issuance of five thousand three hundred (5,300) shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Subscription and payment

Thereupon, ARGUS CAPITAL II (SUB-FUND) L.P., the Sole Shareholder, previously named and represented as stated above, declares to have subscribed to all the five thousand three hundred (5,300) newly issued shares of the Company and to have fully paid them up by contribution in cash to be allocated to the share capital account of the Company, so that the amount of one hundred thirty-two thousand five hundred euro (EUR 132,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Third resolution

The Sole Shareholder further resolves, as a consequence to the above capital increase to amend article 5.1 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

« **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at one hundred forty-five thousand euro (EUR 145,000.-) represented by five thousand eight hundred (5,800) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.»

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. In case of discrepancies between the English version and the French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of the deed.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing parties, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le onze décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ARGUS CAPITAL II (SUB-FUND) L.P., une société en commandite (limited partnership) organisée selon le droit anglais, ayant son siège social à Kleinwort Bendon House, Wests Centre, JE-JE4 8PQ St-Helier, enregistrée auprès de la Commission des Services Financiers de Jersey (Jersey Financial Services Commission) sous le numéro LP 694, représentée par M^e Marieke Kernet, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Jersey, le 7 décembre 2006.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

I. ARGUS CAPITAL II (SUB-FUND) L.P., est l'associé unique (l'Associé Unique) de PET PACKAGING, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.812, constituée suivant acte du notaire instrumentant en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen le 7 septembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2120 en date du 14 novembre 2006 (la Société).

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25,-) chacune.

La partie comparante, agissant par sa mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'insérer dans l'article 12 des statuts de la Société un paragraphe 12.4., qui aura la teneur suivante:

«12.4. Tout vote, consentement au autre droit qui doit être exercé par ARGUS CAPITAL PARTNERS II A L.P. et/ou ARGUS CAPITAL PARTNERS II B L.P. (les «Sociétés en Commandite Argus») selon les présents Statuts sera exercé par ARGUS CAPITAL (GENERAL PARTNER II) LIMITED (ARGUS GP) agissant au nom et pour le compte de chacune des

Sociétés en Commandite ARGUS et dans l'intérêt des investisseurs détenant la majorité des engagements globaux dans les Sociétés en Commandite ARGUS de temps à autres.

Les obligations de la Société en relation avec l'exercice de tels votes, consentements ou autres droits par les Sociétés en Commandite ARGUS seront limitées à donner à chacun des ARGUS GP et Sociétés en Commandite ARGUS une notification de ces matières en conformité avec les présents Statuts, pourvu que la Société ne soit pas tenue de se renseigner plus avant concernant l'exercice de tels votes, consentements ou autres droits par ARGUS GP pour le compte des Sociétés en Commandite ARGUS.»

Seconde résolution

L'Associé Unique décide ensuite d'augmenter le capital social d'un montant de cent trente-deux mille cinq cents euros (EUR 132.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25,-) chacune, à cent quarante-cinq mille euro (EUR 145.000,-), par l'émission de cinq mille trois cents (5.300) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25,-) chacune.

Souscription et paiement

Ces faits exposés, ARGUS CAPITAL II (SUB-FUND) L.P., l'Associé Unique, pré-nommé et représenté comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit toutes les cinq mille trois cents (5.300) nouvelles parts sociales de la Société et les avoir libéré intégralement par un versement en espèces qui sera alloué au compte de capital social de la Société, si bien que la somme de cent trente-deux mille cinq cents euros (EUR 132.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide, en conséquence de l'augmentation de capital ci-dessus, de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à cent quarante-cinq mille euros (EUR 145.000,-), représenté par cinq mille huit cents (5.800) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Coûts

le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte est évalué à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparantes, le présent acte est dressé en langue anglaise, suivi d'une version française. En cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Le présent acte notarié a été fait et passé à Luxembourg, à la date telle qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, le mandataire a signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: M. Kernet, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 13 décembre 2006, vol. 471, fol. 39 case 4. — Reçu 1.325 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 23 décembre 2006.

M. Schaeffer.

Référence de publication: 2007009967/5770/136.

(070001028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2007.

Partners Group Prime Yield, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 114.648.

In the year two thousand and six, on the nineteenth of October.

Before me, Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

The limited liability company PARTNERS GROUP GLOBAL OPPORTUNITIES LIMITED having its registered office at Third Floor, Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, Guernsey, registered in Guernsey under the number 45101, represented by Mrs. Helene Müller, lawyer, professionally residing in L-1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through his mandatory, declared and requested the notary to act:

that the appearing party is the sole actual partner of PARTNERS GROUP PRIME YIELD, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office in L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, R.C.S. Luxembourg section B number 114.648, incorporated by deed of the undersigned notary, on the 22nd of February 2006, published in the Mémorial C number 1024 of the 26th of May 2006 and a transfer of the shares of the company has been stated by a deed under private seal on the 28th of September 2006, not yet published in the Mémorial C; and

that the appearing party has taken the following resolutions:

First resolution

The share capital is increased by the amount of twenty nine million, nine hundred and eighty seven thousand five hundred euro (29,987,500.- EUR), in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) to thirty million euro (30,000,000.- EUR), by the issuance of one million one hundred and ninety nine thousand five hundred (1,199,500) new shares with a par value of twenty-five euro (25.- EUR) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

The one million one hundred and ninety nine thousand five hundred (1,199,500) new shares have been subscribed and fully paid up by the sole shareholder the limited liability company PARTNERS GROUP GLOBAL OPPORTUNITIES LIMITED, prenamed and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of twenty nine million nine hundred and eighty seven thousand five hundred euro (29,987,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company PARTNERS GROUP PRIME YIELD, S.à r.l. and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, article 5.1. of the articles of association is amended as follows:

«5.1. The Company's corporate capital is fixed at thirty million euro (30,000,000.- EUR) represented by one million two hundred thousand (1,200,000) shares with a nominal value of twenty-five euro (25.- EUR) each.

All the shares are fully paid up.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately three hundred and nine thousand euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document;

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the appearing person signed together with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le dix-neuf octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société à responsabilité limitée PARTNERS GROUP GLOBAL OPPORTUNITIES LIMITED, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, Guernsey, enregistrée à Guernsey sous le numéro 45101, représentée par Madame Helene Müller, juriste, demeurant professionnellement à L-1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de PARTNERS GROUP PRIME YIELD, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix, R.C.S. Luxembourg section B numéro 114.648, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 février 2006, publié au Mémorial C numéro 1024 du 26 mai 2006 et une cession des parts sociales de la société a été constatée suivant acte sous seing privé en date du 28 septembre 2006, pas encore publié au Mémorial C;

et que la comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euro (29.987.500,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) à trente millions euro (30.000.000,- EUR), par l'émission de un million cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents (1.199.500) parts sociales nouvelles avec une valeur nominale de vingt cinq euro (25,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Les un million cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents (1.199.500) parts sociales nouvelles ont été souscrites et libérées entièrement par l'associée unique la société PARTNERS GROUP GLOBAL OPPORTUNITIES LIMITED, prédésignée, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euro (29.987.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société PARTNERS GROUP PRIME YIELD, S.à r.l., ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article 5.1. des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:
«5.1. Le capital social est fixé à trente millions d'euro (30.000.000,- EUR), représenté par un million deux cent mille (1.200.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (25,- EUR) chacune.

Toutes les parts sociales sont entièrement libérées.»

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de trois cent neuf mille euro.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: H. Müller, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 octobre 2006, vol. 539, fol. 47, case 8. — Reçu 299.875 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junjlinster, le 1^{er} décembre 2006.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007003643/231/95.

(060135344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2006.

Five S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 120.143.

L'an deux mille six, le vingt-quatre novembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIVE S.A., avec siège social à L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 120.143,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 septembre 2006, publié au Mémorial C numéro 2172 du 21 novembre 2006.

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Jean Christophe Ponsson, directeur de sociétés, demeurant à Itzig.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Sofia Afonso-da Chao Conde, employée privée, demeurant à Differdange.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Sophie Henryon, employée privée, demeurant à Herserange (France).

Monsieur le Président expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-), représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations

préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Modification de premier alinéa de l'article 6 des statuts comme suit:

En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil administration peut être limitée à un seul membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

2) Modification du quatrième alinéa de l'article 7 des statuts comme suit:

La société se trouve engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de l'administrateur délégué ou en cas d'administrateur unique par la signature individuelle de cet administrateur.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le premier alinéa de l'article six (6) des statuts est modifié comme suit:

Art. 6. 1^{er} . alinéa. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil administration peut être limitée à un seul membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Deuxième résolution

Le quatrième alinéa de l'article sept (7) des statuts est modifié comme suit:

Art. 7. 4^{ème} . alinéa. La société se trouve engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de l'administrateur délégué ou en cas d'administrateur unique par la signature individuelle de cet administrateur.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. C. Ponsson, S. Afonso-da Chao Conde, S. Henryon, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 novembre 2006, vol. 922, fol. 63, case 4. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 15 décembre 2006.

F. Kessler.

Référence de publication: 2007009015/219/61.

(070000333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2007.

Partners Group Prime Yield, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 114.648.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 décembre 2006.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007003650/231/8.

(060135345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2006.

wunderLOOP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 122.208.

 —
 STATUTES

In the year two thousand and six, on the sixteenth of November.

Before M^e Jean Seckler, notary residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

There appeared:

- 1) Mr. Frank Conrad, engineer, residing in D-14057 Berlin, Kaiserdamm 114, (Germany).
- 2) Mr. Ulrich Hegge, manager, residing in D-20144 Hamburg, Werderstrasse 30, (Germany).
- 3) The limited liability company AdOpt INVESTMENT & CONSULTING, S.à r.l., with registered office in L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

All are here represented by Mr. Christian Dostert, private employee, professionally residing in Junglinster, by virtue of three proxies given under private seal, the said proxies signed ne varietur by the mandatory and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as said before, request the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company (Aktiengesellschaft, société anonyme) which they declare to constitute and of which they have set the Articles of Association to be as follows:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company (Aktiengesellschaft, société anonyme), under the name of wunderLOOP S.A. (the «Company»).

Art. 2. Registered Seat. The registered seat of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The Company may establish, by a decision of the Board of Directors, subsidiaries, branches or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. Within the same municipality, the registered seat may be transferred through simple resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent, which would compromise the normal activities of the Company at its registered seat or the ease of communication between such seat and persons abroad, the registered seat may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall however have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer of its registered seat, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the development, setting-up, continued development, technical adaptation and licence-sale of EDP-programs, and the connected consultation services and maintenance services, as well as the distribution, consultation and the offering of services and intermediary activities in connection with online-marketing, and the management and marketing of online advertising services. The purpose of the Company is further the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investments, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of said securities and the administration, control and development of these participations.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may otherwise, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all commercial, industrial or financial transactions and operations which may be useful or necessary for the accomplishment of its corporate purpose or which are related directly or indirectly to its corporate purpose.

Art. 5. Share Capital. The Company has a subscribed share capital of thirty-one thousand two hundred Euro (31,200.- EUR), represented by fifteen thousand six hundred (15,600) shares, divided into:

- thirteen thousand one hundred thirty (13,130) Class A Shares; and
 - two thousand four hundred seventy (2,470) Class B Shares;
- each having a nominal value of two Euro (2.- EUR).

The rights and duties attached to the shares of each class mentioned above, are identical, unless stated otherwise by law, by these Articles of Association or by a private agreement among all shareholders of the Company.

The authorised capital, including the issued share capital, of the Company is set at thirty-four thousand two hundred and fifty Euro (34,250.- EUR) represented by seventeen thousand one hundred twenty-five (17,125) shares, with a par value of two Euro (2.- EUR) each.

During a period of five years from the date of the publication of these Articles of Association, the Board of Directors is generally authorised to issue shares and to grant options to subscribe for shares, in one or more times, of whichever class, with or without issue premiums, to be subscribed in cash or otherwise, only to existing shareholders of the Company or

employees of the Company or of the Companies' subsidiaries, and on such terms as the Board of Directors shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

Every time the subscribed capital is increased in accordance with the preceding paragraphs, the Board of Directors will take all necessary measures to amend this article to note the change and the Board of Directors is entitled to take or authorise the measures required to carry out or to publish such amendments in accordance with the law.

The subscribed capital and the authorised capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting of Shareholders taken in the manner required to amend these Articles of Association.

The Company may, on the terms provided by law, redeem its own shares.

Art. 6. Form of Shares. All shares of the Company shall be issued in registered form only.

A register of shares shall be held by the Company or by one or more persons designated thereto, at the registered seat; such register shall contain the information required by article thirty nine of the law of ten August nineteen hundred fifteen on commercial companies, as amended from time to time. Ownership of the registered shares is established by the registration in said register of shares. Share certificates evidencing such registrations in the register may be issued upon request of a shareholder and signed by two directors. Their signatures shall be either manual, printed or copied.

Each shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of registered shares. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the register of registered shares by means of a written notification to the Company at its registered seat, or at such other address as indicated by the Company.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 7. Transfer of Shares - Consent Clause. Transfers of registered shares shall be executed by a written declaration of transfer to be recorded in the register of the shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by all persons holding suitable powers of attorney to act in their name. The transfer of shares may also be executed in accordance with the terms of article 1690 of the Luxembourg Civil Code on the transfer of securities. Moreover, the Company may accept and register in the register of shares any transfer referred to in any appropriate document(s) or communication evidencing the consent of the transferor and the transferee.

Any transfer of shares of the Company, of whichever class, whether to other shareholders or to third parties, non-shareholders of the Company, for whatever reason, are subject to a preemption right of the other shareholders and/or a prior consent of the Board of Directors of the Company upon the conditions stated below, with the exception of the following transfers which are freely allowed and exempt for the preemption right of other shareholders and the consent of the Board of Directors:

- a transfer of Class A Shares or Class B Shares to a shareholder of Class A Shares; and
- a transfer of Class A Shares to affiliated persons (shareholders, subsidiaries, affiliated companies or affiliated entities) of the relevant Class A shareholder.

In case of a contemplated transfer of shares of the Company, the transferor must give prior notice thereof to all other shareholders of the Company and to the Board of Directors by registered mail with confirmation receipt, indicating the name, postal address and tax domicile of transferor and transferee, the number of shares of which a transfer is contemplated (the «Offered Shares»), as well as the price offered for the Offered Shares. The notice must be countersigned by the transferee.

The other shareholders must, within a fifteen (15) day period, inform the Board of Directors of their request to pre-empt on the same conditions, in particular at the same price, indicated in the notice given by the transferor to the shareholders and the Board of Directors. If the requests for pre-emption by the other shareholders exceed the number of Offered Shares, these requests will be reduced proportionately to the number of shares already held by the requesting shareholder, in relation to the total number of shares already held by all pre-empted shareholders together.

Within a period of thirty (30) days following the notice, the Board of Directors must inform the transferor (i) of the number of shares pre-empted by the other shareholders and (ii) if, all together, the other shareholders do not offer to acquire all the Offered Shares, whether it approves or refuses the contemplated transfer. The Board of Directors has all discretionary powers to take its decision, without any limitations whatsoever and it is not required to justify its decision.

Consent is given to the contemplated transfer, for the part of the Offered Shares not pre-empted by the other shareholders, either by notification to the transferor of the decision thereto from the Board of Directors by registered mail with confirmation receipt, or by the lack of response given to the notice of the transferor within said period of thirty (30) days.

If the transferee is accepted, the transfer to it of the non-pre-empted Offered Shares must occur at the price indicated in the notice within eight (8) days of the receipt by the transferor of the approval of the Board of Directors (or within eight days of the expiration of the thirty (30) day period mentioned in the paragraph above in case the Board of Directors does not respond). If this eight (8) day period has expired, the transfer of the Offered Shares must again be submitted to the consent clause as provided in article 7 of these Articles of Association.

In the event of a refusal to consent, the Board of Directors may, within a period of six (6) months starting from the initial notice by the transferor, if it chooses to, decide that the Company itself acquires all or part of the non-pre-empted Offered

Shares (if sufficient financial means are available to the Company) or offer them to a third party. If it decides that the Company will acquire, or if it finds a purchaser for, the non-pre-empted Offered Shares (or part thereof), the Board of Directors notifies the transferor by registered mail with confirmation receipt, of the number of shares it proposes to have purchased.

The Company or the purchaser(s) found by the Board of Directors buy(s) the remaining Offered Shares from the transferor on the same conditions, in particular at the same price, indicated in the initial notice from the transferor.

If, at the expiration of the six (6) month period starting from the initial notice, the Board of Directors has not taken a decision that the Company will acquire the Offered Shares or has not found a purchaser for the Offered Shares, or if the transfer of the Offered Shares to the Company or a purchaser found by the Board of Directors, has not occurred within a twenty (20) day period starting from the notification by the Board of Directors to the transferor, the transfer of the Offered Shares which are not pre-empted or previously transferred to the Company or a third party purchaser, must occur, for the benefit of the transferee initially proposed by the transferor, at the price and on the terms of the initial notice, within twenty (20) days of the expiration of the six (6) month period mentioned above. If this twenty (20) days period has expired, the transfer of the Offered Shares must again be submitted to the consent clause as provided in this article 7 of these Articles of Association.

Art. 8. The Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three directors who need not be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the shareholders at a General Meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the General Meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 9. Functioning of the Board of Directors. The Board of Directors must choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board of Directors, but in his absence, the shareholders or the Board of Directors may appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

Meetings of the Board of Directors may also be held by conference-call or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors.

Decisions shall be taken by a simple majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman will not be decisive, and the proposed resolution will not be passed.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirely will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors.

Art. 10. Power of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

According to article 60 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be determined by a resolution of the Board of Directors. The delegation to a member of the Board of Directors obliges the Board of Directors to annually report to the General Meeting of Shareholders any treatments, remunerations or advantages granted or delegated.

The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 11. External Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signature of two directors, or the sole or joint signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors.

Art. 12. General Meeting of Shareholders. The General Meeting of Shareholders of the Company represents all the shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, unless the present Articles of Association provide otherwise.

The General Meeting of Shareholders is convened by the Board of Directors. It shall also be convened upon the request in writing of shareholders representing at least ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The Annual General Meeting shall be held on the first Monday of the month of May at 11 a.m., at the registered seat or at any other place in Luxembourg specified in the notice of meeting. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next following business day.

Other General Meetings of Shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

The General Meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Board of Directors setting forth the agenda and sent by registered mail or delivered by hand (with acknowledgement of receipt) at least two weeks (excluding the day of dispatch or hand delivery) prior to the foreseen date of the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the register of registered Shares.

A validly and timely convened General Meeting requires a quorum of at least seventy-five percent (75%) of the shareholders present or represented to validly take decisions. If this quorum is not reached at a first meeting, a second General Meeting will be convened with the same agenda, and with the same notice requirements, except for a notice period of one week instead of two, and with the convening notice specifying these circumstances. At such second General Meeting, if validly and timely convened, no quorum shall be required to validly take decisions. This paragraph applies unless the law provides more strict quorums or time periods.

Each share entitles one vote. Each shareholder may participate to the General Meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy-holder. Insofar permitted by law, a shareholder may participate, and will be considered present, to a General Meeting by way of videoconferencing or by telecommunication means allowing his/her identification and a lively and continued participation to the meeting.

If the convening notice so foresees, a shareholder may participate to a General Meeting by way of voting by letter. In that case, a form must be attached to the convening notice, specifying each resolution that will be put to a vote at the General Meeting, foreseeing the possibility to vote affirmatively or negatively or to abstain. The form must bear the name, address and number of shares held by the shareholder at the top of each page, and must be signed at the bottom of each page with the specific handwritten mention «good for vote». At the General Meeting no other resolution may be passed which was not mentioned on the form. Such form must be returned to the Company by registered mail arriving at the latest the day before the scheduled General Meeting, and each resolution must bear a vote or an abstention in order for the form to be valid and the shareholder considered present at the meeting. A shareholder cannot represent another shareholder when participating by way of letter. Participating and voting by letter is not allowed for the Annual General Meeting where the annual accounts of the Company must be approved, nor for any Extraordinary General Meeting which requires a specific report from the Board of Directors, the statutory auditor or an independent auditor.

The resolutions of a duly convened General Meeting of Shareholders which has the required quorum of shareholders present or represented, are adopted by simple majority of the shareholders present or represented, whereby abstention votes are not taken in consideration to pass a resolution.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by the shareholders to participate in each meeting of shareholders.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

Art. 13. Supervision of the Company. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The General Meeting of Shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six years.

If the Company exceeds the criteria set by article 35 of the law of 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and annual accounts relating to companies, as amended, the institution of statutory auditor will be suppressed and one or more independent auditors, chosen among the members of the institut des réviseurs d'entreprises will be designated by the General Meeting of Shareholders, which fixes the duration of their office.

Art. 14. Accounting Year - Balance sheet. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December.

The General Meeting of Shareholders approves the annual accounts of the closed accounting year and determines the existence of distributable net profits.

Art. 15. Allocation of Annual Net Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached one tenth of the subscribed share capital of the Company, as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The General Meeting of Shareholders, upon recommendation of the Board of Directors, will determine on the allocation of the remaining annual net profits. Interim dividends may be distributed in accordance with the legal provisions.

Art. 16. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided for by the law of ten August nineteen hundred fifteen on commercial companies, as amended from time to time.

Art. 17. Dissolution and Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators, who may be physical persons or legal entities. The liquidator(s) is (are) appointed by the General Meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine it (their) powers and it (their) compensation.

Art. 18. Shareholders Agreement. In case of the existence between all shareholders of the Company of a Shareholders Agreement, each transferee has to adhere to such Shareholders Agreement prior to any transfer of shares.

Such a Shareholders Agreement may foresee in pre-emption rights, consent clauses, redemption rights and/or exit rights.

The Company will refuse to register in the register of shares any transaction over the Company's shares which has not been executed in accordance with the procedures provided for in a Shareholders Agreement (to which the Company is a party) and in the present Articles of Association and will in those same circumstances refuse to acknowledge any right of a third party in or against the Company. In case of difference between a Shareholders Agreement and the present Articles of Association, the terms of the Shareholders Agreement will prevail over the relations amongst the parties to that Shareholders Agreement.

Art. 19. Applicable Law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of ten August nineteen hundred fifteen on commercial companies, as amended from time to time.

Subscription and payment of the shares

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares
1) Mr. Frank Conrad, engineer, residing in D-14057 Berlin, Kaiserdamm 114, (Germany),	Class B Shares 1,508
2) Mr. Ulrich Hegge, manager, residing in D-20144 Hamburg, Werderstrasse 30, (Germany),	Class B Shares 962
3) The limited liability company AdOpt INVESTMENT & CONSULTING, S.à r.l., with registered office in L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt,	Class A Shares 13,130
Total: fifteen thousand six hundred shares,	<u>15,600</u>

The fifteen thousand six hundred (15,600) shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of thirty-one thousand two hundred Euro (31,200.- EUR) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

1.- The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2007.

2.- The first Annual General Meeting shall be held in 2008.

Expenses

The amount for expenditures and expenses, remunerations and costs, under whichever form, which are to be paid by the company of which are to be born by the company for reasons of its incorporation, amounts to approximately one thousand nine hundred Euro.

Extraordinary general meeting

The aforementioned appearing parties, representing the whole of the subscribed share capital, have held a General Meeting of Shareholders of the Company, which they acknowledged to have been duly convened.

After having determined that this meeting is validly constituted, the appearing parties have unanimously adopted the following resolutions:

I. The following persons are appointed as directors for a period ending at the date of the Annual General Meeting to be held in 2008, and the Board of Directors of the Company shall consist of these persons:

a) Mr. Jules Grüninger, consultant, born in St. Gallen, (Switzerland), on the 13th of October 1966, residing in CH-8032 Zurich, Zeltweg 25, (Switzerland),

b) Dr. Christian Franz, attorney, born in Herten, (Germany), on the 11th April 1962, residing in D-40217 Düsseldorf, Florastrasse 12, (Germany);

c) Dr. Stephan Schumacher, attorney, born in Stuttgart, (Germany), on the 23rd of April 1965, residing in CH-6370 Stans, Wächselacher 34, (Switzerland).

II. The registered seat of the Company shall be at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

III. The following person(s) is/are appointed as statutory auditor for a period ending at the date of the Annual General Meeting to be held in 2008:

The limited liability company AdOpt INVESTMENT & CONSULTING, S.à r.l., with registered office in L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the mandatory, acting as said before, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said mandatory signed together with Us the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechs, den sechzehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster; (Großherzogtum Luxemburg);

Sind erschienen:

1) Herr Frank Conrad, Ingenieur, wohnhaft in D-14057 Berlin, Kaiserdamm 114, (Bundesrepublik Deutschland).

2) Herr Ulrich Hegge, Manager, wohnhaft in D-20144 Hamburg, Werderstraße 30, (Bundesrepublik Deutschland).

3) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung AdOpt INVESTMENT & CONSULTING, S.à r.l., mit Sitz in L-1717 Luxemburg, 8-10, rue Mathias Hardt.

Alle sind hier vertreten durch Herrn Christian Dostert, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Junglinster, auf Grund von 3 ihm erteilten privatschriftlichen Vollmachten.

Die Vollmachten nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar bleiben gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Kompargenten, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersuchen die Satzung einer Aktiengesellschaft, welche sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Name. Es besteht hiermit zwischen den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der in dieser Satzung ausgestellten Aktien eine Aktiengesellschaft (société anonyme), die die Bezeichnung wunderLOOP S.A. führt (nachstehend die «Gesellschaft»).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann die Gesellschaft jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, gründen. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden.

Falls der Verwaltungsrat bestimmt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Ereignisse sich ereignet haben oder bevorstehen, die den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und dem Ausland unmöglich machen, kann der Sitz vorübergehend, bis zur vollständigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände, ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck. Gegenstand der Gesellschaft ist die Entwicklung, Errichtung, Weiterentwicklung, technische Anpassung und der Lizenzverkauf von EDV-Programmen, sowie verbundene Beratungs- und Wartungsdienstleistungen, sowie der Vertrieb, die Beratung und die Erbringung von Dienstleistungen und Vermittlungstätigkeiten im Umfeld des Online-Marketing, sowie der Betrieb und die Vermarktung von Online-Werbedienstleistungen, und der Betrieb aller sonstiger Geschäfte, die dem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar dienen. Zweck der Gesellschaft ist zudem der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art

durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann, für eigenen Rechnung oder für Rechnung eines Dritten, alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind oder direkt oder indirekt in Zusammenhang mit ihrem Zweck stehen.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausendzweihundert Euro (31.200,- EUR) bestehend aus fünfzehntausendsechshundert (15.600) Aktien, die wie folgt aufgeteilt sind:

- dreizehntausendeinhundertdreißig (13.130) Aktien der Klasse A; und
 - zweitausendvierhundsiebzig (2.470) Aktien der Klasse B;
- mit einem Nennwert von je zwei Euro (2,- EUR).

Die Rechte und Pflichten, die an die Aktien der oben genannten Klassen gebunden sind, sind identisch, insofern das Gesetz, die vorliegende Satzung oder ein privatschriftlicher Vertrag zwischen allen Aktionären der Gesellschaft nichts anderes vorsehen.

Das genehmigte Aktienkapital, einschließlich des gezeichneten Kapitals, der Gesellschaft beträgt vierunddreißigtausendzweihundertfünfzig Euro (34.250,- EUR) und ist in siebzehntausendeinhundertfünfundsiebzig (17.125) Aktien mit einem Nennwert von 2,- Euro (2,- EUR) pro Aktie eingeteilt.

Während einer Dauer von fünf Jahren ab der Veröffentlichung dieser Satzung ist der Verwaltungsrat ermächtigt, zu einem oder zu mehreren Zeitpunkten, zugunsten der bestehenden Aktionäre oder der Angestellten oder Filialen der Gesellschaft und zu Bedingungen, die der Verwaltungsrat für geeignet hält, Aktien gleich welcher Klasse auszugeben oder Optionen zur Zeichnung von Aktien gleich welcher Klasse zu erteilen, die durch eine Bar- oder Sacheinlage eingezahlt werden können, mit oder ohne Einzahlung in die Kapitalrücklage. Der Verwaltungsrat ist in diesem Zusammenhang insbesondere berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne dabei den bisherigen Aktionären Vorkaufsrechte einzuräumen.

Jedes Mal, wenn das gezeichnete Kapital der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem vorangehenden Absatz erhöht oder herabgesetzt wird, trifft der Verwaltungsrat jegliche Maßnahmen, die für die Abänderung dieses Artikels notwendig sind. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, jegliche Maßnahmen zu ergreifen oder zu genehmigen, die für die Durchführung oder die Veröffentlichung solcher Änderungen in Übereinstimmung mit dem Gesetz notwendig sind.

Das gezeichnete und das genehmigte Kapital der Gesellschaft können durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, der auf die für eine Satzungsänderung notwendige Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Insofern es das Gesetz erlaubt, kann die Gesellschaft unter den gesetzlichen Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Form der Aktien. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

Am Gesellschaftssitz wird durch eine oder mehrere zu diesem Zweck bestimmten Personen ein Register der Aktionäre geführt. Dieses Register enthält alle Angaben, die von Artikel 39 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register begründet. Auf Anfrage eines Aktionärs werden entsprechende Aktienzertifikate ausgestellt, die die Eintragung im Register bestätigen und von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind. Die Unterschriften können handschriftlich, gedruckt oder elektronisch sein.

Jeder Aktionär muss der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen gesendet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Register eingetragen. Die Aktionäre können jederzeit ihre Adresse ändern, indem sie der Gesellschaft eine schriftliche Mitteilung an ihren Sitz senden oder an jede andere Adresse, die die Gesellschaft angegeben hat.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte das Eigentum an Aktien aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

Art. 7. Die Aktienübertragung - Zustimmungsklausel. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Register der Aktionäre eingetragen wird und datiert und von dem Übertragenden und dem Erwerber oder von zu diesem Zweck bevollmächtigten Personen unterzeichnet wird. Die Übertragung von Aktien kann ebenfalls in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 1690 des bürgerlichen Gesetzbuches von Luxemburg über die Übertragung von Wertpapieren erfolgen. Zudem kann die Gesellschaft die Übertragung annehmen und jede Übertragung in das Register eintragen, auf die in einem Dokument oder in einer Mitteilung Bezug genommen wird, das/die die Zustimmung des Übertragenden und des Erwerbers enthält.

Jede Übertragung von Aktien der Gesellschaft, gleich welcher Klasse und unabhängig davon, ob diese Übertragung an andere Aktionäre oder Dritte erfolgt, die keine Aktionäre der Gesellschaft sind, aus welchem Grund auch immer, unterliegt einem Vorkaufsrecht der anderen Aktionäre und/oder der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates der Gesellschaft unter den unten stehenden Bedingungen, mit Ausnahme folgender Übertragungen, die uneingeschränkt erlaubt sind und im

Rahmen derer den anderen Aktionären kein Vorkaufsrecht eingeräumt werden muss und die Zustimmung des Verwaltungsrates nicht erforderlich ist:

- eine Übertragung von Aktien der Klasse A oder Aktien der Klasse B an einen Aktionär der Klasse A; und
- eine Übertragung von Aktien der Klasse A an angegliederte Personen (Aktionäre, Filialen, Tochtergesellschaften) des betreffenden Aktionärs der Klasse A.

Wird eine Aktienübertragung in Betracht gezogen, so muss der Übertragende alle anderen Aktionäre der Gesellschaft und den Verwaltungsrat per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung über seine Absicht informieren, wobei diese Mitteilung den Namen, die Postanschrift und den steuerlichen Wohnsitz des Übertragenden und des Erwerbers, die Anzahl der zu übertragenden Aktien (die «Angebotenen Aktien») sowie den Preis, der für die Angebotenen Aktien geboten wird, enthalten muss. Die Mitteilung muss von dem Erwerber gezeichnet werden.

Die anderen Aktionäre müssen innerhalb eines Zeitraumes von fünfzehn (15) Tagen den Verwaltungsrat informieren, ob sie ihr Vorkaufsrecht gelten machen möchten und die Angebotenen Aktien unter den gleichen Bedingungen und insbesondere für den gleichen Preis wie der, der in der Mitteilung des Übertragenden an die Aktionäre und den Verwaltungsrat angegeben ist, erwerben möchten. Sollten die Anträge auf die Nutzung des Vorkaufsrecht der anderen Aktionäre über die Anzahl der Angebotenen Aktien hinausgehen, so werden die Anträge im Verhältnis zu der Anzahl der Aktien, die bereits im Besitz der Aktionäre sind, die ihr Vorkaufsrecht gelten machen möchten, in Bezug auf die Gesamtzahl der Aktien, die im Besitz aller Aktionäre sind, die ihr Vorkaufsrecht gelten machen möchten, herabgesetzt.

Innerhalb eines Zeitraums von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung muss der Verwaltungsrat dem Übertragenden Folgendes mitteilen: (i) die Anzahl der Aktien, die durch das Vorkaufsrecht der anderen Aktionäre erworben werden, und (ii) falls die anderen Aktionäre nicht alle Angebotenen Aktien erwerben möchten, ob er die beabsichtigte Übertragung annimmt oder ablehnt. Der Verwaltungsrat kann seine Entscheidung uneingeschränkt und unbegrenzt treffen und muss seine Entscheidung nicht rechtfertigen.

Die Zustimmung zu einer beabsichtigten Übertragung für den Teil der Aktien, die nicht durch das Vorkaufsrecht der anderen Aktionäre erworben werden, wird entweder durch Mitteilung der Entscheidung des Verwaltungsrates an den Übertragenden per Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung erteilt oder durch das Ausbleiben einer Antwort auf die Mitteilung des Übertragenden innerhalb der Frist von dreißig (30) Tagen.

Wenn der Erwerber angenommen wird, muss die Übertragung der Aktien, die nicht durch das Vorkaufsrecht der anderen Aktionäre erworben wurden, innerhalb einer Frist von acht (8) Tagen, nachdem der Übertragende die Zustimmung des Verwaltungsrates erhalten hat, (oder innerhalb von acht Tagen nach Ablauf der Frist von dreißig (30) Tagen, die in dem oben stehenden Absatz genannt wird, falls der Verwaltungsrat nicht antwortet) zu dem Preis erfolgen, der in der Mitteilung angegeben wurde. Nach Ablauf der Frist von acht (8) Tagen muss der Übertragung erneut gemäß den Bestimmungen dieses Artikel 7 zugestimmt werden.

Wird die Zustimmung verweigert, so kann der Verwaltungsrat innerhalb eines Zeitraumes von sechs (6) Monaten ab dem Datum der ersten Mitteilung durch den Übertragenden, wenn er dies möchte, entscheiden, dass die Gesellschaft alle oder einen Teil der Angebotenen Aktien, die nicht durch das Vorkaufsrecht erworben wurden, selbst erwirbt (falls der Gesellschaft ausreichend Mittel zur Verfügung stehen), oder einem Dritten diese Aktien anbieten. Wenn der Verwaltungsrat beschließt, dass die Gesellschaft die Aktien erwirbt oder einen Käufer für diese Aktien findet, teilt der Verwaltungsrat dem Übertragenden per Einschreiben mit Empfangsbestätigung die Anzahl der Aktien mit, die er verkaufen möchte.

Die Gesellschaft oder der/die Käufer, der/die vom Verwaltungsrat gefunden wurden, kaufen die übrigen Angebotenen Aktien von dem Übertragenden unter den gleichen Bedingungen und vor allem zu dem gleichen Preis wie in der ursprünglichen Mitteilung des Übertragenden angegeben.

Wenn der Verwaltungsrat nach Ablauf der Frist von sechs (6) Monaten ab der ursprünglichen Mitteilung nicht entschieden hat, dass die Gesellschaft die Angebotenen Aktien kaufen wird und keinen Käufer für die Angebotenen Aktien gefunden hat oder falls die Übertragung der Angebotenen Aktien an die Gesellschaft oder einen Käufer, der von dem Verwaltungsrat gefunden wurde, nicht innerhalb von zwanzig (20) Tagen ab der Mitteilung des Verwaltungsrates an den Übertragenden stattgefunden hat, muss die Übertragung der Angebotenen Aktien, die nicht durch das Vorkaufsrecht erworben wurden und nicht vorher an die Gesellschaft oder einen Dritten übertragen wurden, innerhalb eines Zeitraumes von zwanzig (20) Tagen ab dem Ablauf der oben genannten Frist von sechs (6) Monaten zugunsten des ursprünglich von dem Übertragenden vorgeschlagenen Erwerbers erfolgen, zu dem Preis und unter den Bedingungen, die in der ursprünglichen Mitteilung angegeben waren. Nach Ablauf der Frist von zwanzig (20) Tagen muss der Übertragung erneut gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 7 zugestimmt werden.

Art. 8. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern bestehen muss, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Hauptversammlung der Aktionäre gewählt; ihre Anzahl, Vergütungen und die Dauer ihres Mandates werden von der Hauptversammlung festgesetzt. Die Dauer ihres Mandates darf sechs Jahre nicht überschreiten und endet grundsätzlich mit der Bestellung ihres Nachfolgers. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können mehrmals hintereinander gewählt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann zu jeder Zeit und ohne Angabe von Gründen jedes Mitglied des Verwaltungsrates abberufen.

Wird die Stelle eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorläufig bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 9. Die Arbeitsweise des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und kann einen stellvertretenden Vorsitzenden bestellen. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der für die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung des Verwaltungsrates. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung per Fax oder elektronische Post, ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf vorangehende Einberufungsbedingungen kann verzichtet werden, wenn entweder sämtliche Verwaltungsratsmitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten sind, oder wenn die abwesenden Verwaltungsratsmitglieder schriftlich zustimmen, dass auf die Einberufungsbedingungen verzichtet werden kann. Einberufungsschreiben sind nicht erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich, per Telegramm, Telex oder Fax ein anderes Verwaltungsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennen und durch ihn in der Sitzung handeln. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann anhand einer telefonischen Konferenzschaltung oder eines anderen Kommunikationsmittels an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, dass jeder Teilnehmer an der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden nicht entscheidend und der vorgeschlagenen Beschluss wird nicht angenommen.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax oder durch andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, die im Interesse der Gesellschaft sind. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, die durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, neue Fassung, auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer oder sonstige Vertretungsberechtigte, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen und allein zeichnungsberechtigt sein können, übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und sonstigen Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrates geregelt. Bei der Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung der Aktionäre jährlich über das Verfahren, die Vergütung oder die Vorteile, die gewährt oder übertragen wurden, Bericht erstatten.

Ferner kann die Gesellschaft besondere Vollmachten privatschriftlich oder durch notariell beglaubigte Urkunde erteilen.

Art. 11. Vertretung der Gesellschaft nach außen. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die Unterschrift der durch den Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Art. 12. Hauptversammlung der Aktionäre. Die ordnungsgemäß gebildete Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft, insofern die Satzung nichts anderes vorsieht.

Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag der Aktionäre, die wenigstens zehn Prozent (10%) des Kapitals vertreten, einberufen werden.

Die jährliche Hauptversammlung findet am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort in Luxemburg jeweils um 11.00 Uhr am ersten Montag des Monats Mai eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am nächsten darauf folgenden Werktag statt.

Andere Hauptversammlungen können an den in den Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden.

Die Hauptversammlungen der Aktionäre werden durch eine Mitteilung des Verwaltungsrates einberufen, die die Tagesordnung der Versammlung enthält und mindestens zwei Wochen (ausschließlich des Versand- oder des Aushändigungstages) vor dem für die Versammlung vorgesehenen Datum an jeden Aktionär an seine im Register der Aktionäre eingetragene Adresse per Einschreiben gesendet wird oder diesem persönlich ausgehändigt wird (gegen Empfangsbestätigung).

Eine ordnungsgemäß einberufene Versammlung bedarf eines Quorums von mindestens fünfundsiebzig Prozent (75 %) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre, um Beschlüsse zu fassen. Wenn dieses Quorum nicht bei der ersten Versammlung erreicht wird, wird eine zweite Versammlung mit derselben Tagesordnung und gemäß denselben Einberufungsvorschriften einberufen, außer dass die Einberufungsschreiben eine Woche und nicht zwei Wochen vor der Versammlung versendet werden müssen und die Schreiben diese Umstände schildern müssen. Bei der zweiten Hauptversammlung bedarf es keines Quorums um gültige Beschlüsse zu fassen, insofern die Versammlung ordnungsgemäß und rechtzeitig einberufen wurde. Dieser Absatz gilt, insofern das Gesetz keine strikteren Fristen oder kein Quorum vorsieht.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann sich anlässlich der Hauptversammlung durch einen Dritten vertreten lassen, dessen Vollmacht schriftlich, per Fax, per E-Mail oder anhand jeder anderen Kommunikationsform erteilt wurde. Insofern das Gesetz es zulässt, können die Aktionäre auch per Videokonferenz oder mittels Telekommunikationsmittel, die ihre Identifizierung ermöglichen und eine ununterbrochene und wahre Teilnahme an der Versammlung ermöglichen, an einer Versammlung teilnehmen und gelten somit als anwesend.

Wenn das Einberufungsschreiben dies vorsieht, können die Aktionäre per Briefwahl an der Hauptversammlung teilnehmen. In diesem Fall muss dem Einschreibebrief ein Formular beiliegen, das jeden Beschluss enthält, über den bei der Hauptversammlung abgestimmt wird und die Möglichkeit der Ja-Stimme, der Nein-Stimme oder der Stimmenthaltung vorsieht. Das Formular muss oben auf jeder Seite den Namen, die Adresse und die Anzahl Aktien des Aktionärs enthalten und muss unten auf jeder Seite den handschriftlichen Vermerk «good for vote» enthalten und unterzeichnet sein. Bei der Hauptversammlung dürfen lediglich die in dem Formular genannten Beschlüsse gefasst werden. Das Formular muss per Einschreiben an die Gesellschaft zurückgesendet werden und muss spätestens am Tag vor der Versammlung dort ankommen und für jeden Beschluss muss eine Stimme oder eine Stimmenthaltung abgegeben sein, damit das Formular als gültig und der Aktionär als anwesend betrachtet werden kann. Ein Aktionär kann nicht einen anderen Aktionär vertreten, wenn er per Briefwahl an der Versammlung teilnimmt. Die Teilnahme und Wahl per Brief ist nicht erlaubt für die jährliche Hauptversammlung, bei der der Jahresabschluss der Gesellschaft angenommen wird und auch nicht für außerordentliche Hauptversammlungen, die einen Bericht des Verwaltungsrates, des Rechnungsprüfers oder des unabhängigen Wirtschaftsprüfers erfordern.

Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre, die das erforderliche Quorum der anwesenden oder vertretenen Aktionäre erreicht, werden mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst, wobei Stimmenthaltungen nicht berücksichtigt werden.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen zu können.

Sind alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, über die Tagesordnung informiert worden zu sein, so kann die Versammlung ohne Einberufung oder vorherige Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 13. Aufsicht der Gesellschaft. Die Gesellschaft unterliegt der Aufsicht durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Hauptversammlung ernennt diese Rechnungsprüfer, bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandates fest, das sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Wenn die Gesellschaft die in Artikel 35 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handels- und Gesellschaftsregister, die Buchführung und den Jahresabschluss der Unternehmen, wie abgeändert, festgelegte Grenze überschreitet, so wird/ werden anstelle eines Rechnungsprüfers ein oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer ernannt, der/die von der Hauptversammlung der Aktionäre aus den Mitgliedern des Institut des réviseurs d'entreprises gewählt wird/werden. Die Hauptversammlung bestimmt ebenfalls die Dauer des Mandats der unabhängigen Wirtschaftsprüfer.

Art. 14. Geschäftsjahr-Bilanz. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Die Hauptversammlung der Aktionäre nimmt den Jahresabschluss des abgeschlossenen Geschäftsjahres an und erklärt, ob eine Nettogewinn zur Verteilung zur Verfügung steht.

Art. 15. Zuteilung des jährlichen Nettogewinns. Fünf Prozent des Nettogewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals, wie in Artikel 5 der vorliegenden Satzung beschrieben oder wie gemäß Artikel 5 von Zeit zu Zeit erhöht oder herabgesetzt, erreicht hat.

Die Hauptversammlung der Aktionäre entscheidet auf Empfehlung des Verwaltungsrates über die Zuteilung des verbleibenden Nettogewinns. Abschlagsdividenden können in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ausgeschüttet werden.

Art. 16. Satzungsänderung. Die Satzung kann durch eine Hauptversammlungen der Aktionäre abgeändert werden, die gemäß dem durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, vorgesehenen Quorum und den Mehrheitserfordernissen abgehalten wird.

Art. 17. Auflösung und Liquidation. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch eine oder mehrere Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt. Die Hauptversammlung ernennt diese Liquidatoren und setzt ihre Befugnisse und Vergütung fest.

Art. 18. Vereinbarungen zwischen den Aktionären. Falls zwischen allen Aktionären der Gesellschaft ein Aktionärsvertrag besteht, muss jeder Erwerber diesen vor der Übertragung der Aktien befolgen.

Ein solcher Vertrag zwischen den Aktionären kann Vorkaufsrechte, Zustimmungsklauseln, Rückkaufrechte und/oder Ausstiegsrechte vorsehen.

Die Gesellschaft weigert sich eine Transaktion in Zusammenhang mit den Aktien der Gesellschaft in das Register der Aktien einzutragen, die nicht in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Aktionärsvertrags (der auch durch die Gesellschaft unterzeichnet wird) und der vorliegenden Satzung realisiert wurde, und weigert sich in einem solchen Fall, das Recht eines Dritten an oder gegenüber der Gesellschaft anzuerkennen. Im Fall von Unterschieden zwischen dem Aktionärsvertrag und der Satzung sind die Bestimmungen des Aktionärsvertrags maßgebend für die Beziehungen zwischen den Parteien diese Vertrags.

Art. 19. Anwendbares Recht. Für sämtliche Fragen, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, gilt das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Das Kapital der Gesellschaft wurde wie folgt gezeichnet:

Name des Zeichners	Anzahl der gezeichneten Aktien
1.- Herr Frank Conrad, Ingenieur, wohnhaft in D-14057 Berlin, Kaiserdamm 114, (Bundesrepublik Deutschland),	Aktien der Klasse B 1.508
2) Herr Ulrich Hegge, Manager, wohnhaft in D-20144 Hamburg, Werderstraße 30, (Bundesrepublik Deutschland)	Aktien der Klasse B 962
3) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung AdOpt INVESTMENT & CONSULTING, S.à r.l., mit Sitz in L-1717 Luxemburg, 8-10, rue Mathias Hardt,	Aktien der Klasse A 13.130
Total: fünfzehntausendsechshundert Aktien,	15.600

Die fünfzehntausendsechshundert (15.600) Aktien wurden gänzlich in bar einbezahlt; so dass die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausendzweihundert Euro (31.200,- EUR) verfügt, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.
Die erste jährliche Hauptversammlung wird 2008 stattfinden.

Kosten

Die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, die der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendneuhundert Euro geschätzt.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Die Erschienenen, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, haben eine außerordentliche Hauptversammlung abgehalten, die sie als ordnungsgemäß einberufen erklärt haben.

Nachdem die Erschienenen die Versammlung als ordnungsgemäß zusammengestellt erklärt haben, haben sie einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

I. Folgende Personen werden für einen Zeitraum, der am Tag der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre im Jahr 2008 endet, als Verwaltungsratsmitglieder ernannt und der Verwaltungsrat ist wie folgt zusammengesetzt:

a) Herr Jules Grüninger, Berater, geboren in St. Gallen, (Schweiz), am 13. Oktober 1966, wohnhaft in CH-8032 Zürich, Zeltweg 25, (Schweiz);

b) Dr. Christian Franz, Anwalt, geboren in Herten, (Bundesrepublik Deutschland), am 11. April 1962, wohnhaft in D-40217 Düsseldorf, Florastrasse 12, (Bundesrepublik Deutschland);

c) Dr. Stephan Schumacher, Anwalt, geboren in Stuttgart (Bundesrepublik Deutschland), am 23. April 1965, wohnhaft in CH-6370 Stans, Wächselacher 34, (Schweiz).

II. Der Gesellschaftssitz befindet sich in 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxemburg.

III. Folgende Person(en) wird/werden für einen Zeitraum, der am Tag der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre im Jahr 2008 endet, als Rechnungsprüfer ernannt:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung AdOpt INVESTMENT & CONSULTING, S.à r.l., mit Sitz in L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch des Kompartenten gegenwärtige Urkunde in englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, errichtet wurde in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C. Dostert, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 novembre 2006, vol. 539, fol. 88, case 9. — Reçu 312 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 décembre 2006.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007003669/231/642.

(060135962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2006.

Wikio Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 113.995.

L'an deux mille six, le vingt-trois novembre.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire, de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée WIKIO LUXEMBOURG avec siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 113.995,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 janvier 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 878 du 4 mai 2006 et dont les statuts ont été modifiés deux fois suivant acte reçu le 6 mars 2006, publié au Mémorial C numéro 1036 du 27 mai 2006 et suivant acte du 30 juin 2006, publié au Mémorial C numéro 1718 du 14 septembre 2006,

L'Assemblée Générale est déclarée ouverte à 14.30 heures et est présidée par Monsieur Henri Da Cruz, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Eich.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Max Mayer, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Eich. L'Assemblée Générale élit aux fonctions de scrutateur Monsieur Christophe Jasica, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée Générale étant ainsi constitué, Monsieur le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est le suivant:

Ordre du jour:

1 Décision de transformer la société à responsabilité limitée en société anonyme.

2 Acceptation de la démission des gérants.

3 Augmentation du capital social de son montant actuel de un million six cent quarante sept mille six cent soixante-quinze Euros (1.647.675,- EUR), représenté par soixante cinq mille neuf cent sept (65.907) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune à million six cent soixante six mille cent soixante quinze Euros (1.666.175,- EUR) représenté par soixante six mille six cent quarante sept (66.647) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) par émission de sept cent quarante (740) nouvelles actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune jouissant des mêmes droits que les actions existantes.

4 Souscription et paiement

5 Refonte des statuts

6 Nomination des nouveaux administrateurs et d'un commissaire aux comptes pour une période de six ans.

II. Les noms des actionnaires présents ou représentés, les noms des mandataires des actionnaires représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau de l'assemblée générale; cette liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les comparants et le notaire soussigné resteront également annexées au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III. La majorité du capital social étant représentée à la présente assemblée, et les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable par lettre recommandée avec avis de réception du 15 novembre 2006.

IV. L'assemblée générale, après avoir discuté l'ordre du jour a adopté, chaque fois à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale a décidé transformer la société à responsabilité limitée en société anonyme.

Seconde résolution

L'Assemblée Générale accepte les démissions des gérants Messieurs Pierre Chappaz et Monsieur Ronald Weber et leur confère pleine et entière décharge.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de son montant actuel de un million six cent quarante sept mille six cent soixante-quinze Euros (1.647.675,- EUR), représenté par soixante cinq mille neuf cent sept (65.907) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune à un million six cent soixante six mille cent soixante quinze Euros (1.666.175,- EUR) représenté par soixante six mille six cent quarante sept (66.647) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) par émission de sept cent quarante (740) nouvelles actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune jouissant des mêmes droits que les actions existantes.

Souscription et Libération

A.- cent soixante (160) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Lorenzo Viscanti, chercheur, né à Bologne le 10 juillet 1979, demeurant à I-40026 Imola, Via Aspromonte, 19, ici représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Imola (Italie) le 9 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de six mille Euros (6.000,- EUR) faisant quatre mille Euros (4.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de deux mille Euros (2.000,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

B.- quatre-vingts (80) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Jérôme Defillon, chef de projets, né à Vernon le 19 juin 1976 demeurant à F-27100 Le Vaudreuil, 5, Domaine de l'Ile au Moulin rue des anciens combattants, ici représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Le Vaudreuil (France) le 10 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de trois mille Euros (3.000,- EUR) faisant deux mille Euros (2.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de mille Euros (1.000,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

C.- quatre-vingts (80) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Xavier Facq, développeur, né à Evreux le 22 mai 1977 demeurant à F-27180, Saint-Sébastien-de-Morsent, 2, allée Claude Monet, ici représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Saint Sébastien de Morsent le 9 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de trois mille Euros (3.000,- EUR) faisant deux mille Euros (2.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de mille Euros (1.000,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

D.- cinquante (50) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Madame Agnès Galharague, infomédiaire, née à Châtenay-Malabry le 16 mars 1978, demeurant à F-92600, Ansières-sur-Seine, 174, boulevard Voltaire, ici représentée par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Ansières (France) le 15 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille huit cent soixante-quinze Euros (1.875,- EUR) faisant mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de six cent vingt-cinq Euros (625,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

E.- cinquante (50) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Madame Estelle Larquier ép. lacone, infomédiaire, née à Bègles le 28 mai 1974, demeurant à F-75020 Paris, 150 bis, rue Pelleport, ici représentée par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé en vertu de la procuration donnée à Paris le 15 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille huit cent soixante-quinze Euros (1.875,- EUR) faisant mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de six cent vingt-cinq Euros (625,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

F.- cinquante (50) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Guillaume Ollendorff, infomédiaire, né à Lille le 14 septembre 1970, demeurant à F-75011 Paris, 22, rue de la Fontaine au Roi, ici représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Paris le 14 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille huit cent soixante-quinze Euros (1.875,- EUR) faisant mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de six cent vingt-cinq Euros (625,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

G.- cinquante (50) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Pascal Hermouet, infomédiaire, né à Bordeaux le 5 mai 1966, demeurant à F-75014 Paris, 43, avenue Ernest Reyer, ici représenté par son mandataire Monsieur

Christophe Jasica prénommé en vertu de la procuration donnée à Paris le 8 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille huit cent soixante-quinze Euros (1.875,- EUR) faisant mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de six cent vingt-cinq Euros (625,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

H.- cinquante (50) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Patrick Boudet, infomédiaire, né à Paris le 7 novembre 1961, demeurant à F-75017 Paris, 20, rue Lamandé, ici représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Paris le 14 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille huit cent soixante quinze Euros (1.875,- EUR) faisant mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de six cent vingt-cinq Euros (625,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

I.- quarante (40), nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Gavor Mimouni, infomédiaire, né à Paris le 15 août 1982, demeurant à F-93260 Les Lilas, 163, rue de Paris, ici représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Les Lilas (France) le 17 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille cinq cents Euros (1.500,- EUR) faisant mille Euros (1.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de cinq cents Euros (500,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

J.- quarante (40) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Jean-Daniel Pauget, administrateur réseau, né à Bourg en Bresse le 12 octobre 1968, demeurant à F-50580 Denneville, 2, rue André Pelca, représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Denneville (France) le 9 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille cinq cents Euros (1.500,- EUR) faisant mille Euros (1.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de cinq cents Euros (500,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

K.- quarante (40) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Marc Germanicus, développeur, né à Longjumeau le 13 décembre 1973, demeurant à F-37420 Avoine, 21, Cité de la Caillerie, représenté par son Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Avoine (France) le 9 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille cinq cents Euros (1.500,- EUR) faisant mille Euros (1.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de cinq cents Euros (500,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

L.- quarante (40) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Paul Lehmann, infomédiaire, né à Thonon-les-Bains, le 18 mars 1982 demeurant à F-74200 Thonon les Bains, 5, lotissement de Thuysset, représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé en vertu de la procuration donnée à Thonon (France) le 15 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de mille cinq cents Euros (1.500,- EUR) faisant mille Euros (1.000,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de cinq cents Euros (500,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

M.- dix (10) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire Monsieur Miles Lewis, informédiaire, né à New York le 18 décembre 1970 demeurant à F-94110 Arceuil, 47, rue Victor Carmignac, représenté par son mandataire Monsieur Christophe Jasica prénommé, en vertu de la procuration donnée à Arceuil (France) le 16 novembre 2006, par un apport en espèces pour un montant total de trois cent soixante-quinze Euros (375,- EUR) faisant deux cent cinquante Euros (250,- EUR) pour les nouvelles actions souscrites et un montant de cent vingt-cinq Euros (125,- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

Le montant de vingt-sept mille sept cent cinquante Euros (27.750,- EUR) est à partir de maintenant à la disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de la refonte complète des statuts afin de refléter les résolutions précédentes et le changement de la forme de la société comme suit:

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de WIKIO LUXEMBOURG.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères notamment dans le domaine des nouvelles technologies, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la mise

en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets, franchises et licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à million six cent soixante six mille cent soixante quinze Euros (1.666.175,- EUR) représenté par soixante six mille six cent quarante sept (66.647) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune entièrement libérées.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de deux millions vingt-six mille cent soixante-quinze Euros (2.026.175,- EUR) qui sera représenté par quatre-vingts et un mille quarante-sept (81.047) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 23 novembre 2011, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de mai à 14.30 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale nomme pour une durée de six ans aux fonctions: d'administrateurs:

- a.- Monsieur Pierre Chappaz, gérant de sociétés, demeurant à CH-1247 Arrières, 411c, route d'Hermance,
 - b.- Monsieur Etienne Mouthon, gérant de sociétés, demeurant professionnellement à CH -1204 Genève, rue du Stand, 58,
 - c.- Monsieur Laurent Binard, gérant de sociétés, demeurant à F-78760 Jouars-Pontchartain, 910, rue de la Dauberie,
 - d.- Monsieur Romain Bontemps, expert-comptable et fiscal, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy,
 - e.- Monsieur Ronald Weber, expert-comptable et fiscal, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy,
- de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée ABAX AUDIT, avec siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, (RCS-L N ° B.27.761)

Le notaire constate que les conditions de l'article 26-1 et 27 sur la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales sont remplies.

L'apport du capital de la société à responsabilité limitée a fait l'objet d'un rapport du réviseur d'entreprises RSM AUDIT LUXEMBOURG S.à r.l. sous la signature de Paul Laplume en date du 9 novembre 2006 qui conclut comme suit:

«Sous réserve de ce qui a été explicité aux points 3 («mode d'évaluation de l'apport et des actions émises en contrepartie») et 4 («contrôles effectués») de notre rapport, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur du patrimoine actif et passif de WIKIO LUXEMBOURG S.à r.l. retenue au moment de l'apport (soit EUR 1.647.675,-) ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions de WIKIO LUXEMBOURG S.A. émises en contrepartie, soit 65.907 actions d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune.»

Le présent rapport, après avoir été paraphé ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de cet acte sont estimés à 2.800,- EUR. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. Da Cruz, M. Mayer, C. Jasica, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2006, vol. 30CS, fol. 49, case 10. — Reçu 277,50 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 7 décembre 2006.

P. Decker.

Référence de publication: 2007006992/206/286.

(060138913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2006.

Vamas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 150.000,00.

Siège social: L-8085 Bertrange, 46, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 101.198.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2004, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2006.

V. Italo

Gérant

Référence de publication: 2007005710/7146/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2006, réf. LSO-BX04968. - Reçu 93 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060138446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2006.

CEREP Imprimerie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 102.537.

In the year two thousand and six, on the eighteenth of December.

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, there appeared:

CEREP S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 83.245, in its capacity of Sole Shareholder (the «Sole Shareholder») of CEREP IMPRIMERIE S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée having its registered office at 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 102.537 (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger, residing in Luxembourg,

Grand-Duchy of Luxembourg, on 6 July 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Associations (the «Mémorial») number 1092, dated 28 October 2004, page 52406.

The articles of incorporation of the Company (the «Articles») have not been amended since the incorporation.

Hereby takes the following resolutions further to a meeting of the board of managers of the Sole Shareholder held on 14 December 2006 that decided to change the financial year of its direct and indirect subsidiaries, and in accordance with the provisions of article 14 of the Articles and of article 200-2 of the Luxembourg consolidated law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

The Sole Shareholder is here represented by Regis Galiotto, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal, which, initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Resolutions

1. First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the financial year of the Company with effect, as of 1 January 2007, which will run from 1 July to 30 June of each year and to amend accordingly Article 15 of the Articles of the Company, which shall read as follows:

«The Company's financial year starts on the first of July and ends on the thirty of June of each year.»

2. Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder acknowledges, for the avoidance of doubt, that the current financial year will close on 31 December 2006, and that the first subsequent financial year will start on 01 January 2007 and will end on 30 June 2007.

Prevailing version

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 1,500.- Euros.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille six, le dix-huit décembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

CEREP S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeoise, ayant son siège social au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.245, («Associé Unique») en qualité d'Associé Unique de CEREP IMPRIMERIE S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeoise, ayant son siège social, au 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 100.712 (la «Société»), constituée en vertu d'un acte reçu le 6 juillet 2004 par le notaire Maître Joseph Elvinger, résidant à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1092 en date du 28 octobre 2004, page 52406.

Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

Adopte les résolutions écrites suivantes à la suite d'une réunion du conseil de gérance de l'associé unique tenue le 14 décembre 2006 qui a décidé de changer l'année sociale de ses filiales directes et indirectes, conformément aux dispositions de l'article 14 des Statuts et de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

L'Associé Unique est représenté à la présente assemblée par Régis Galiotto, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de la procuration sous seing privé, laquelle, paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui.

Résolutions

1. Première Résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'exercice social de la Société, avec effet au 1^{er} janvier 2007, lequel courra du 1^{er} juillet au 30 juin de chaque année et de modifier conformément l'article 15 des Statuts lequel sera libellé comme suit: «L'année sociale commence le premier juillet et se termine le trente juin de chaque année.»

2. Deuxième Résolution

En conséquence de la décision ci-dessus, l'Associé Unique reconnaît, afin de dissiper tout doute, que l'année sociale en cours se terminera le 31 décembre 2006 et que le prochain exercice social commencera le 1^{er} janvier 2007 et se terminera le 30 juin 2007.

Version faisant foi

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes, est évalué à environ EUR 1.500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne prenant la parole, la séance est clôturée.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, la-dite comparante a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: R. Galiotto, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, vol. 31CS, fol. 5, case 4. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2006.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007009969/211/90.

(070001032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2007.

Abts & Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 63, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 106.174.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

G. Lecuit

Notaire

Référence de publication: 2007006882/220/10.

(060139579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Abts & Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 63, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 106.174.

L'an deux mil six, le premier décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Pieter Abts, indépendant, né à Leuven (Belgique) le 20 février 1972, demeurant à L-1320 Luxembourg, 63, rue de Cessange.

Lequel, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'il est le seul et unique associé de la société ABTS & ASSOCIES, S.à r.l., société à responsabilité limitée unipersonnelle, constituée suivant acte notarié du 9 février 2005, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 629 du 29 juin 2005;

- Qu'il a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de changer l'objet social de la société et de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet toutes opérations dans les domaines du conseil économique, du courtage en assurances, en financial planning et en family office.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'achat, vente, importation et exportation de boissons alcoolisées et non alcoolisées. Elle pourra également exercer dans le domaine du transport par route de ces dites marchandises ainsi que de toute autre marchandise dont le commerce est autorisé.

La société aura également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers. D'une façon générale, elle pourra accomplir tout acte susceptible de favoriser l'objet social, dans les seules limites des lois régissant les matières visées.»

Deuxième résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société du 14, rue de l'Ecole, L-8466 Eischen, à L-1320 Luxembourg, 63, rue de Cessange et de modifier en conséquence l'alinéa 1^{er} de l'article 2 qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. alinéa 1^{er}.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant tout exercice d'une activité commerciale par la Société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Plus rien n'étant prévu à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ huit cents euros (800,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Abts, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2006, vol. 156S, fol. 43, case 10. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007006878/220/53.

(060139577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Astra Broadband Services S.A., Société Anonyme,

(anc. SES ASTRAnet S.A.).

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 57.624.

In the year two thousand six, on the fourteenth of December.

Before Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg,

Was held:

an extraordinary general meeting of shareholders of SES ASTRAnet S.A., a société anonyme (hereafter «the Corporation»), having its registered office in L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf, registered in the trade register of Luxembourg under number B 57.624, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 20 December 1996, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of 14 March 1997. The articles of incorporation of the Corporation have been amended at several times and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 February 2006, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of 24 May 2006.

The meeting was opened at 10.45 a.m with Marie-Luise Lerner-Wolff, Assistant Corporate and Legal Affairs SES ASTRA S.A., residing in Newel (Germany), in the chair, who appointed as secretary Nicole Hoffmann, Senior Administrative Assistant, residing in Grevenmacher.

The meeting elected as scrutineer Oliver Huth, Legal Counsel, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1 ° Change of the name of the Corporation into ASTRA BROADBAND SERVICES S.A.

2 ° Amendment of the first article of the articles of incorporation.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That all the shareholders being present or represented at the meeting, no convening notices were necessary, all the shareholders present or represented declaring that they have been duly convened and that they have got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV. That the meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to proceed with immediate effect to the change the name of the Corporation into ASTRA BROADBAND SERVICES S.A.

As consequence, Article 1 of the articles of incorporation is amended and will henceforth have the following wording:

«There exists a corporation (the «Corporation») in the form of a société anonyme under the name of ASTRA BROADBAND SERVICES S.A.»

Whereof the present deed was drawn up in Betzdorf, in the registered office of the Corporation at the date named at the beginning of this document.

The notary who speaks and understands the English language declares that on request of the appearing parties the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same parties, the English version will prevail in case of divergences between the French and the English version.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SES ASTRA S.A., (ci-après «la Société»), ayant son siège social à L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 57.624, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 décembre 1996, publié au Mémorial, Recueil Spécial, du 14 mars 1997. Les statuts ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 février 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, du 24 mai 2006.

L'Assemblée est ouverte à dix heures quarante-cinq sous la présidence de Madame Marie-Luise Lerner-Wolff, Assistant Corporate and Legal Affairs SES ASTRA S.A., demeurant à Newel (Allemagne),

qui désigne comme secrétaire Madame Nicole Hoffmann, Senior Administrative Assistant, demeurant à Grevenmacher.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Oliver Huth, Legal Counsel, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination de la Société en ASTRA BROADBAND SERVICES S.A.

2. Modification de l'article premier des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que tous les actionnaires étant présents ou représentés à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend ensuite à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de procéder avec effet immédiat au changement de la dénomination de la Société en ASTRA BROADBAND SERVICES S.A.

En conséquence, l'article premier des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Il existe une société (la «Société») sous forme de société anonyme sous la dénomination de ASTRA BROADBAND SERVICES S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Betzdorf, au siège social de la Société, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais déclare qu'à la demande des comparants le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M.-L. Lerner-Wolff, N. Hoffmann, O. Huth, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, vol. 156S, fol. 77, case 6. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2006.

F. Baden.

Référence de publication: 2007009989/200/93.

(070001182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2007.

Dutch Immo Lux S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 86.267.

Extrait de la décision du liquidateur de la société en date du 22 novembre 2006

En conformité avec l'article 5 des statuts, le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

DUTCH IMMO LUX S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007006916/780/16.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2006, réf. LSO-BW08594. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060139693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Asah S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2663 Luxembourg, 21, rue Vauban.

R.C.S. Luxembourg B 68.042.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration de la société anonyme ASAH S.A., avec siège social à L-2663 Luxembourg, 21, rue Vauban, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 68042, tenue en date du 6 juin 2006

1) Que la démission de THANELLO INCORPORATED, ayant son siège social à PO Box 3152, Road Town (BVI), inscrite au Registre des Sociétés de Road Town (BVI) sous le numéro 526 564, comme administrateur est acceptée.

2) Que la démission de LEADING PILOT CORPORATION, ayant son siège social à PO Box 3152, Road Town (BVI), inscrite au Registre des Sociétés de Road Town (BVI) sous le numéro 430 906, comme administrateur est acceptée.

3) Que Dominique Hupin, employée privée, né à Haine Saint Paul (Belgique), le 13 février 1952, demeurant à L-9065 Ettelbruck, 10 impasse Abbé Muller est nommée en remplacement de l'administrateur démissionnaire, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2012.

4) Que Aurélie Saunier, employée privée, né à Verdun (France), le 25 juillet 1982, demeurant à F-57970 Yutz, 9, rue Emile Zola est nommée en remplacement de l'administrateur démissionnaire, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2012.

5) Que la société HOLDESS HOLDING S.A. est réélue dans son mandat d'administrateur qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2012.

Luxembourg, le 4 décembre 2006.

Pour avis sincère et conforme

Pour la société

Signature

Directeur

Référence de publication: 2007007877/809/28.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05589. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060141085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

ECM Real Estate Investments A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 65.153.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007010955/220/8.

(060139586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Arcelor, Société Anonyme.

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 82.454.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du dimanche, 5 novembre 2006

Ne font plus partie de la Direction Générale:

- Monsieur Guy Dollé, avec adresse au 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg;
- Monsieur Paul Matthys, avec adresse au 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg;
- Monsieur Jacques Chabanier, avec adresse au 57, avenue Paul Vaillant-Couturier, F-92300 Levallois Perret;
- Monsieur Jean-Yves Gilet, avec adresse au 13, Immeuble Pacific, Cours Valmy, La Défense 7, F-92800 Puteaux;
- Monsieur Guillermo Ulacia, avec adresse au 90, Apartado de Correos, E-33480 Avilés (Asturias).

Ont été nommés comme nouveaux membres de la Direction Générale:

Le 25 septembre:

- Monsieur Aditya Mittal, avec adresse à Berkeley Square House, Berkeley Square, 7th Floor, London W1J 6 DA, U.K.;
- Monsieur Malay Mukherjee, avec adresse à Berkeley Square House, Berkeley Square, 7th Floor, London W1J 6 DA, U.K.

Le 5 novembre 2006:

- Monsieur Lakshmi N. Mittal, avec adresse à Berkeley Square House, Berkeley Square, 7th Floor, London W1J 6 DA, U.K

En conséquence, la Direction Générale d'ARCELOR S.A. se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Lakshmi N. Mittal, Chief Executive Officer,
- Monsieur Aditya Mittal, Chief Financial Officer,
- Monsieur Roland Junck, Senior Executive Vice President,
- Monsieur Malay Mukherjee, Senior Executive Vice President,
- Monsieur Gonzalo Urquijo, Senior Executive Vice President,
- Monsieur Michel Wurth, Senior Executive Vice President.

Le Conseil d'administration a délégué à la prédite Direction Générale ses pouvoirs de gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société dans la conduite de ces affaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

Pour extrait conforme

J. Kinsch

Président du Conseil d'administration

Référence de publication: 2007007855/275/34.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05592. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060141099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

Ennis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 122.836.

—
STATUTES

In the year two thousand six, on the fifth day of December.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CORNERSTONE CITY DEVELOPMENTS S.à r.l., a private limited liability company existing and organised under Luxembourg law, with registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register,

represented by its manager, Mr. Frank Walenta, with professional address at 12, rue Léon Thyès.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name ENNIS S.à.r.l., (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations, and, generally, for its own benefit.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, and incidentally any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager of the Company or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

- 12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.
 12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.
 12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2006.

Thereupon, CORNERSTONE CITY DEVELOPMENTS S.à r.l., prenamed and represented as stated above declares to subscribe to five hundred (500) shares in registered form, with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-)

The amount of twelve thousand five euros (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euros (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

M. Bart Zech, lawyer, born in Putten (The Netherlands) on September 5, 1969, professionally residing at 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg

M. Frank Walenta, lawyer, born in Geneva (Switzerland) on February 2, 1972, professionally residing at 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le cinq décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CORNERSTONE CITY DEVELOPMENTS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

représentée par son gérant, M. Frank Walenta, ayant son adresse professionnelle à 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination ENNIS, S.à r.l., (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et, de manière générale, en sa faveur.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La société peut réaliser toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, et incidemment, toutes transactions en lien avec les biens mobiliers ou immobiliers, que la Société estimera utile à la réalisation de son objet.

4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de chaque gérant de la Société, ou, le cas échéant, par les signatures individuelle ou conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2006.

Souscription-Libération

Ces faits exposés, CORNERSTONE CITY DEVELOPMENTS S.à r.l., prénommée et représentée comme dit ci-dessus, déclare souscrire à cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de cinquante mille euros (EUR 12.500,-).

La somme de douze mille cinq euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Décisions de l'associée unique

Et aussitôt, l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Bart Zech, juriste, né à Putten (Pays-Bas) le 5 septembre 1969, dont l'adresse professionnelle est 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg.

Monsieur Frank Walenta, juriste, né à Genève (Suisse) le 2 février 1972, dont l'adresse professionnelle est 12, rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue ang
foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Walenta, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2006, vol. 30CS, fol. 69, case 1. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2006.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007009141/220/382.

(070000401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2007.

Center Stage Soparfi S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 77.885.

Par la présente, je vous informe qu'en date du 22 novembre 2006 j'ai dénoncé avec effet immédiat le siège social de la société CENTER STAGE SOPARFI S.A. (numéro de registre B 77.885) qui était préalablement domiciliée en mon étude 10, rue Willy Goergen à L-1636 Luxembourg.

Je joins en annexe copie de ma lettre de dénonciation adressée à CENTER STAGE SOPARFI S.A.

Luxembourg, le 28 novembre 2006.

L. Thielen
Avocat

A l'attention de CENTER STAGE SOPARFI S.A.

Par la présente je dénonce avec effet immédiat votre siège social établi en mon étude à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

Luxembourg, le 22 novembre 2006.

L. Thielen
Avocat

Référence de publication: 2007009103/318/19.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2006, réf. LSO-BW07858. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060135219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2006.

Rétromobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5460 Trintange, 23, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 33.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Trintange, le 14 décembre 2006.

RETROMOBILE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007009513/1894/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2006, réf. LSO-BX03155. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060138147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2006.

Nafyzin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 73.641.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société tenue de façon extraordinaire en date du 2 décembre 2006, que:

- les mandats d'administrateurs de Monsieur Christian Cade, directeur, ayant son adresse professionnelle au 26, rue de Candolle, CH-1206 Genève, de Monsieur Baudouin Nagelmackers, directeur de société, ayant pour adresse professionnelle à 46, boulevard G-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, de Monsieur Bruno Paquay, employé privé, ayant pour adresse privé au 22, rue de la Charité, Mogimont B-6833 ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Pascal Wagner, comptable, ayant son adresse professionnelle au 81, rue J.B. Gillardin, L-4701 Pétange, avec effet rétroactif au 14 juin 2005.

Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2006.

Luxembourg, le 2 décembre 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007009669/751/20.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2006, réf. LSO-BX05992. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060140860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

Progress Management and Communication Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8311 Capellen, 111, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 33.205.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14 décembre 2006.

Référence de publication: 2007009581/578/10.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2006, réf. LSO-BX02257. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060138781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2006.

La Compagnie Financière Ceres Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 39.703.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 6 décembre 2006 que Mme Geneviève Blauen-Arendt avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, a été nommée aux fonctions de Présidente du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007009580/521/13.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2006, réf. LSO-BX02992. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060138561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2006.

Varios Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 79.689.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

Pour VARIOS HOLDING S.A.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007009585/1021/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2006, réf. LSO-BX03342. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060139449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Varios Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 79.689.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

Pour VARIOS HOLDING S.A.

KAUPTHING BANK LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007009587/1021/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2006, réf. LSO-BX03343. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060139450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

St. George's International School, Luxembourg ASBL, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2127 Luxembourg, rue des Marguerites.

R.C.S. Luxembourg F 1.304.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 17 décembre 2003 tenue à Weimershof à 14h00

L'Assemblée générale a pris la décision de changer l'année financière du 1^{er} juillet au 30 juin.

Dorénavant, l'année financière sera du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

L'article 19 des statuts est dès lors modifié comme suit:

«Chaque année au 31 décembre, est établi le relevé des comptes de l'exercice écoulé et le budget pour l'année suivante. Les deux sont soumis par le Conseil d'Administration à l'approbation de l'Assemblée Générale dans les six mois suivants la fin de l'exercice écoulé».

Luxembourg, le 18 décembre 2006.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007009657/2754/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05612. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060139403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2006.

Groupe FNP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6117 Junglinster, 6, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 32.357.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 22 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007009659/3525/10.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 2006, réf. LSO-BX05847. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060140592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

VSF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 110.528.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 21 décembre 2006.

VIC COLLE & ASSOCIES S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007009661/612/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2006, réf. LSO-BX05140. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060140761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

Dall Fortuna S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 83.790.

Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg en date du 27 septembre 2006

L'Assemblée a accepté la démission de l'Administrateur PACHAMO S.A.

L'Assemblée a nommé en remplacement de l'Administrateur démissionnaire, SANISTO FINANCE S.A., société ayant son siège social au 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Tortola, BVI.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2006.

LUXFIDUCIA, S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007009670/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2006, réf. LSO-BX03142. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060140926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.
